

CONTRATS AIDÉS

■ Lettre

aux associations

François Bonneau, président PS du conseil régional, vient d'écrire aux associations de la région pour les inciter à demander au gouvernement de revoir sa position concernant la suppression de contrats aidés. Il indique que la Région ne peut « en aucun cas envisager de pallier le désengagement de l'État », mais qu'elle maintiendra les 9,5 millions d'euros de Cap'asso.

De son côté, le sénateur PS du Loiret, Jean-Pierre Sueur, est intervenu auprès du Premier ministre et des ministres concernés, pour le maintien des emplois aidés. ■